

furrerhugi.



La petite enfance: une période décisive

RAPPORT

SESSION DE PRINTEMPS 2021

1-19 mars 2021

furrerhugi. ag

Schauplatzgasse 39 | CH-3011 Bern | T +41 31 313 18 48 | F +41 31 313 18 49
Schützengasse 4 | CH-8001 Zürich | T +41 44 251 01 43
Avenue de l'Université 18 | CH-1005 Lausanne | T +41 21 312 16 86
Corso Elvezia 16 | Casella postale 5607 | CH-6901 Lugano | T +41 91 911 84 89
45, Square Ambiorix | B-1000 Bruxelles | T +32 2 235 00 20

info@furrerhugi.ch | www.furrerhugi.ch

INTRODUCTION

La session de printemps a été dominée par le débat sur la loi COVID-19. Pour que la loi soit adoptée immédiatement, les divergences entre les deux chambres devaient être résolues pendant la session, ce qui a entraîné des sessions d'une durée record dans certains cas. Finalement, le Conseil national et le Conseil des États ont approuvé les modifications de la loi. Il s'agit principalement de questions économiques : une augmentation de 10 milliards de francs de l'aide d'urgence coronavirus pour les cas de rigueur et plus d'argent pour les grandes entreprises, les indépendants, les manifestations, les crèches, les professionnels de la culture et les personnes à bas salaires. Un référendum contre cette loi a été lancé l'automne passé. Les électeurs et électrices se prononceront sur le projet de loi le 13 juin prochain. En tant que conseil prioritaire, le Conseil des États a traité de la réforme de l'AVS et a voté en faveur de l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. Cela a suscité une large couverture médiatique, tout comme la suspension de la réforme agricole PA22+.

Dans le domaine de la petite enfance, la motion d'Adrian Wüthrich pour une loi-cadre visant à promouvoir à l'échelon national l'accueil extrafamilial des enfants, adoptée par le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS), a été rejetée à une mince majorité de 98 voix contre 85. Le traitement de l'initiative parlementaire du conseiller national Matthias Aebischer (PS/BE) sur l'égalité des chances dès la naissance (phase 2), qui figurait également à l'ordre du jour, a été suspendu par la commission compétente (CSEC-N) en amont de la session jusqu'à la fin de l'année. C'est dans ce contexte que la CSEC-N veut aborder différemment le thème de la petite enfance. Elle a lancé une initiative de commission qui vise à transformer le programme d'impulsion temporaire pour la création de places d'accueil dans les structures familiales complémentaires en un soutien permanent. L'initiative vise à réduire sensiblement les contributions parentales et à améliorer l'éducation de la petite enfance.

Un certain nombre de nouvelles initiatives en rapport avec READY ! ont également été présentées au cours de la session. La conseillère nationale Flavia Wasserfallen (PS/BE) et la conseillère aux États et membre de l'autorité responsable de READY ! Elisabeth Baume-Schneider (PS/JU) demandent l'introduction d'un congé maternité prénatal de trois semaines financé par le régime des allocations pour perte de gain. La conseillère nationale Katharina Prelicz-Huber (PES/ZH) souhaite une amélioration des conditions de travail des "professions féminines" dans le domaine des soins et de l'assistance. En outre, de nombreuses autres interpellations et questions ont été soumises. Par exemple, la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR) a posé une question lors de l'heure des questions sur le besoin de structures d'accueil pour les enfants afin de promouvoir l'égalité.

Au cours du prochain trimestre, la CSEC-E traitera le rapport de l'OFAS, conformément au postulat « Stratégie visant à renforcer l'encouragement précoce ». En outre, elle se prononcera sur l'initiative parlementaire susmentionnée de la CSEC-N ainsi que sur une initiative du Canton de Genève pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants. La CSEC-N traitera en outre d'une initiative parlementaire de la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR), qui demande que la pauvreté des enfants soit combattue. La CER-N rédigera un projet de loi pour la deuxième phase de l'initiative parlementaire de Christa Markwalder (PLR/BE) pour un allègement de l'accueil extrafamilial d'enfants. D'autres commissions ont également des propositions pertinentes de READY ! à leur ordre du jour. Toutefois, aucune question de ce type n'est prévue pour la session spéciale du Conseil national du 3 au 6 mai.

OBJETS PARLEMENTAIRES TRAITÉS

* Les objets dans ces catégories sont supprimés dans l'aperçu.

Transmis au Conseil fédéral*

[20.4448](#) Postulat Yvonne Feri PS/AG: Évaluer la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants

Adoption de la loi*

--

Transmis au 2e conseil

[19.3446](#) Motion Groupe BD: Etendre l'allocation de maternité à la conjointe ou à la partenaire enregistrée d'un exploitant agricole

Délai supplémentaire

[15.434](#) Initiative Parlementaire (Kessler) Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère → *délai supplémentaire jusqu'à la session de printemps 2023*

Objets liquidés, retirés et sans décision du conseil*

[19.3190](#) Motion Adrian Wüthrich PS/BE: Loi-cadre visant à promouvoir à l'échelon national l'accueil extrafamilial des enfants afin de favoriser la conciliation entre famille et travail, l'égalité entre femmes et hommes et l'égalité des chances pour les enfants

[19.3310](#) Motion Jean-Luc Addor UDC/VS: Des incitations fiscales pour une vraie politique nataliste en Suisse

[20.4437](#) Interpellation Sandra Locher Benguerel PS/GR: Négligence par rapport à l'intérêt supérieur de l'enfant

[20.4011](#) Interpellation Marianne Binder-Keller Le Centre/AG: Bien-être et droits de l'enfant. Adapter d'urgence la réglementation Covid-19 applicable aux enfants en quarantaine

EXTRAIT HEURE DES QUESTIONS

[21.7229](#) Question Valérie Piller Carrard PS/FR: Besoin de structures d'accueil de l'enfance pour plus d'égalité

Réponse Conseil fédéral

En matière d'accueil extrafamilial, ce sont en premier lieu les cantons et les communes qui sont compétents. La loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants permet à la Confédération de soutenir la création de places d'accueil pour enfants. Le but de cette loi est de pouvoir mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale il y a 18 ans, la Confédération a soutenu par un montant de 408 millions de francs la création d'environ 65 000 nouvelles places d'accueil. Ni la Constitution, ni la loi ne prévoient que la Confédération garantisse l'accès pour chaque enfant à une place d'accueil.

[21.7003](#) Question Samira Marti PS/BL: Donner un logement et une éducation adaptés aux enfants vivant en centres d'hébergement d'urgence collectifs

Réponse Conseil fédéral

Les cantons sont responsables de l'organisation et de la fourniture de l'aide d'urgence. La Confédération n'a ni le droit d'édicter des directives ni le droit de surveiller dans ce domaine. La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) a émis des recommandations à l'intention des cantons sur l'aide d'urgence aux requérants d'asile contraints de quitter le pays. Ces recommandations sur l'aide d'urgence précisent notamment que les droits et les besoins spécifiques des enfants doivent être pris en compte. Un hébergement adapté aux enfants et aux familles est possible dans les structures collectives d'aide d'urgence. Selon les recommandations, les familles ayant des enfants d'âge scolaire devraient être logées de telle sorte que, en règle générale, les enfants ne doivent pas changer d'école. L'enseignement primaire est également obligatoire pour les enfants des personnes obligées de quitter le pays. Cela peut se faire dans les écoles publiques ou dans les centres. Le Conseil fédéral salue l'harmonisation souhaitée par les cantons dans le cadre des recommandations sur l'aide d'urgence, mais ne voit pas la nécessité de prendre d'autres mesures pour le moment.

4 EXTRAIT DES NOUVELLES INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

[21.3155](#) Motion Flavia Wasserfallen PS/BE: Protection des futures mères

[21.3283](#) Motion Elisabeth Baume-Schneider PS/JU: Protection de la maternité avant l'accouchement

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement les dispositions légales visant à introduire un congé prénatal de trois semaines financé par le régime des allocations pour perte de gain. Le congé prénatal ne porte pas atteinte au congé de maternité post-partum.

[21.3082](#) Motion Katharina Prelicz-Huber PVL/ZH: Aufwertung der "Frauenberufe" in Pflege und Betreuung (*titre suit*)

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement les dispositions légales nécessaires à la revalorisation des "professions féminines" dans le domaine des soins et de l'assistance (y compris l'éducation et la garde de la petite enfance). L'accent doit être mis sur l'amélioration des conditions de travail telles que la revalorisation significative des salaires et la possibilité effective de concilier vie professionnelle et vie privée.

[21.3045](#) Interpellation Martina Bircher UDC/AG: Auswirkungen der Covid-19-Massnahmen auf Kinder und Jugendliche (*titre suit*)

Les mesures entourant la crise du Covid touchent particulièrement les enfants et les jeunes. Cela suscite diverses questions, notamment celle de savoir comment le Conseil fédéral évalue l'impact sur les petits enfants qui ne fréquentent pas (encore) un groupe de jeu ou une crèche et qui ne sont pas autorisés à avoir des contacts avec d'autres enfants en raison de la règle des 5 personnes.

[21.3042](#) Interpellation Katharina Prelicz-Huber PES/ZH: Mesures d'encouragement précoce destinées aux enfants issus de la migration et de l'asile

Dans son rapport intitulé " Politique de la petite enfance ", le Conseil fédéral reconnaît la valeur sociale et économique des mesures et des offres en lien avec l'encouragement précoce. Parmi les possibilités dont dispose la Confédération pour s'engager davantage en faveur de la petite enfance, le rapport recense le " renforcement de l'encouragement de l'accès des enfants issus de la migration aux prestations de la politique de la petite enfance ". L'interpellatrice pose quatre questions au Conseil fédéral à ce sujet.

5 OBJETS À TRAITER DANS LES COMMISSIONS

CSEC-E

29/30.03.2021

[19.3417](#) Postulat CSEC-N. Stratégie visant à renforcer l'encouragement précoce

[21.403](#) Initiative parlementaire CSEC-N : Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles

[20.308](#) Initiative déposée par le Canton de GE: Pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants

CSEC-N

15./16.04.2021

[20.454](#) Initiative parlementaire Valérie Piller Carrard PS/FR: Lutte contre la pauvreté des enfants

CER -N

12./13.04.2021

[20.455](#) Initiative parlementaire Christa Markwalder PLR/BE: Frais pour l'accueil extrafamilial. Déduction fiscale de 25 000 francs au maximum par enfant et par an

CIP-E

26.04.2021

[19.311](#) Initiative déposée par le Canton de ZG: Exercer un mandat politique en cas de maternité. Modification de la législation fédérale

[20.313](#) Initiative déposée par le Canton de BL: Participation aux séances parlementaires pendant le congé de maternité

[20.323](#) Initiative déposée par le Canton de LU: Femmes politiques en congé maternité

CSSS-N

28./29./30.04.2021

[15.434](#) Initiative parlementaire (Kessler) Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère

[17.2008](#) Pétition Rutz Hans Rudolf. Bonification AVS pour l'accueil extrafamilial des enfants de parents divorcés. Modification de loi

6 NOUVEAUX OBJETS ET OBJETS EN COURS

Remarques

- Des interventions nouvelles de la session de printemps 2020 sont écrites en italique.
- Souvent ils ne sont disponibles qu'en italien ou allemand.
- Nouveau statut en rouge.

[21.3283](#) *Motion Elisabeth Baume-Schneider PS/JU: Protection de la maternité avant l'accouchement*

[21.3155](#) *Motion Flavia Wasserfallen PS/BE: Protection des futures mères*

[21.3082](#) *Motion Katharina Prelicz-Huber PVL/ZH: Aufwertung der "Frauenberufe" in Pflege und Betreuung (titre suit)*

[21.3284](#) *Postulat Benedikt Würth Le Centre/SG: Gemeinschaftsbesteuerung mit Vollsplitting versus Individualbesteuerung: Bewertung der beiden Modelle (titre suit)*

[21.3220](#) *Postulat Benjamin Le Centre/VS: Les impacts du Covid-19 sur la santé des enfants et des adolescents*

[21.3190](#) *Postulat Marianne Binder-Keller Le Centre/AG: «Gemeinschaftsbesteuerung mit Vollsplitting versus Individualbesteuerung" Bewertung der beiden Steuermodelle aus liberaler, gleichstellungs- und familienpolitischer Sicht (titre suit)*

[21.3189](#) *Postulat Marianne Binder-Keller Le Centre/AG: «Gemeinschaftsbesteuerung mit Vollsplitting versus Individualbesteuerung" Bewertung aus steuerlicher, bürokratischer und vollzugstechnischer Sicht (titre suit)*

[21.3218](#) *Interpellation Sarah Wyss PS/BS: Fehlende statistische Grundlagen zur körperlichen und psychischen Gesundheit von Kindern und Jugendlichen (titre suit)*

[21.3083](#) *Interpellation Florence Brenzikofer PES/BL: Mesures pour une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle*

[21.3045](#) *Interpellation Martina Bircher UDC/AG: Auswirkungen der Covid-19-Massnahmen auf Kinder und Jugendliche (titre suit)*

[21.3042](#) *Interpellation Katharina Prelicz-Huber PES/ZH: Mesures d'encouragement précoce destinées aux enfants issus de la migration et de l'asile*

[21.403](#) Initiative parlementaire CSEC-N: Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles
→ CSEC-N: *Décision d'élaborer un projet d'acte (18.02.2021)*

[20.4421](#) Postulat Samira Marti PS/BL: Bien de l'enfant dans le cadre du droit de l'asile et des étrangers
→ CF propose de rejeter la motion (17.02.2021)

[20.472](#) Initiative parlementaire Kathrin Bertschy PVL/BE: Congé parental de deux fois quatorze semaines. Mêmes chances sur le marché du travail pour les deux parents

[20.323](#) Initiative déposée par le Canton de LU: Femmes politiques en congé maternité
→ CIP-E donné suite (09.11.2020)
→ CIP-N donné suite (22.01.2021)

- [20.313](#) Initiative déposée par le Canton de BL: Participation aux séances parlementaires pendant le congé de maternité
 → CIP-E donné suite (09.11.2020)
 → CIP-N donné suite (22.01.2021)
- [20.455](#) Initiative parlementaire Christa Markwalder PLR/BE: Frais pour l'accueil extrafamilial. Déduction fiscale de 25 000 francs au maximum par enfant et par an
 → CER-N donné suite (02.11.2020)
 → CER-E donné suite (19.01.2021)
- [20.454](#) Initiative parlementaire Valérie Piller Carrard PS/FR: Lutte contre la pauvreté des enfants
- [20.3683](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Allocations pour enfant sous condition de ressources
 → CF propose de rejeter la motion (19.08.2020)
- [20.3684](#) Postulat Yvonne Feri PS/AG: Mesures de prévention de la pauvreté
 → CF propose de rejeter le postulat (12.08.2020)
- [20.3806](#) Postulat Valérie Piller Carrard PS/FR: Investir autrement dans les structures d'accueil extrafamilial
 → CF propose de rejeter le postulat (19.08.2020)
- [20.3873](#) Postulat Mathias Reynard PS/VS: Le congé parental. L'avenir de notre politique familiale
 → CF propose de rejeter le postulat (12.08.2020)
- [20.413](#) Parlamentarische Initiative Katharina Prelicz-Huber PES/ZH: L'accueil extrafamilial et parascolaire, prestation de service public
- CSEC-N: ne pas donné suite (18.02.2021)
- [20.3381](#) Motion Groupe PES: Lutter contre la pauvreté infantile
 → CF propose de rejeter la motion (12.08.2020)
- [20.3201](#) Motion Groupe SP: Travail d'importance systémique. Une reconnaissance s'impose
 → CF propose de rejeter la motion (26.08.2020)
- [20.3231](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Programme de détection précoce des atteintes au bien-être des enfants
 → CF propose de rejeter la motion (12.08.2020)
- [20.308](#) Initiative déposée par le Canton de GE: Pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants
- [20.3039](#) Motion Jean-Luc Addor UDC/VS: Le quotient familial pour supprimer la pénalisation fiscale du mariage
 → CF propose de rejeter la motion (20.05.2020)
- [19.311](#) Initiative déposée par le Canton de ZG: Exercer un mandat politique en cas de maternité. Modification de la législation fédérale
 → CIP-E donné suite (09.11.2020)
 → CIP-N donné suite (22.01.2021)
- [19.4430](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Améliorer la protection des travailleurs domestiques assurant une prise en charge
 → CF propose de rejeter la motion (26.02.2020)
- [19.4343](#) Postulat Kathrin Bertschy PVL/BE: Accueil extrafamilial des enfants. Affecter les aides financières de la

Confédération à la réduction des tarifs en faveur des parents qui travaillent
→ *CF propose de rejeter le postulat*
(20.11.2019)

[19.4207](#) Postulat Tiana Angelina Moser PVL/ZH: Moser. Renforcer la médecine pédiatrique en comblant les lacunes de l'offre de soins
→ *CF propose une adoption partielle*
(20.12.2019)

[19.4069](#) Motion Benjamin Roduit CVP/VS: Cohorte de santé suisse pour le suivi de la santé des enfants et des adolescents
→ *CF propose de rejeter la motion*
(20.11.2019)

[19.4070](#) Motion Christian Lohr Le Centre/TG: Santé des enfants. Une stratégie nationale
→ *CF propose de rejeter la motion*
(20.11.2019)

[19.3630](#) Motion Christa Markwalder PLR/BE: Passage rapide à l'imposition individuelle en Suisse
→ *CF propose de rejeter la motion*
(28.08.2019)

[19.3768](#) Motion Groupe du Centre: Textes de loi nouveaux ou modifiés. Examen systématique de leurs effets sur les familles
→ *CF propose de rejeter la motion*
(21.08.2019)

[19.3803](#) Motion Brigitte Crottaz PS/VD: Pour une protection des cotisations au 2ème pilier après la naissance d'un enfant
→ *CF propose de rejeter la motion*
(14.08.2019)

[19.3847](#) Motion Nadine Masshardt PS/BE: Enfin un vrai congé parental pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle

→ *CF propose de rejeter la motion*
(14.08.2019)

[19.3848](#) Motion Rosmarie Quadranti PBD/ZH: Assurer l'égalité des chances dans la vie professionnelle par un congé de 14 semaines pour chaque parent
→ *CF propose de rejeter la motion*
(14.08.2019)
→ *Reprise par Yvonne Feri*
(5.12.2019)

[19.3849](#) Motion Kathrin Bertschy PVL/BE: Assurer l'égalité des chances dans la vie professionnelle par un congé de 14 semaines pour chaque parent
→ *CF propose de rejeter la motion*
(14.08.2019)

[19.3927](#) Motion Carlo Sommaruga PS/GE: Allocations familiales: Améliorer la situation juridique des salarié-e-s intermittent-e-s
-> *CF propose de rejeter la motion*
(21.08.2019)
→ *Reprise par M. Reynard*
(28.11.2019)

[19.3863](#) Postulat Ida Glanzmann-Hunkeler Le Centre/LU: Accueil extrafamilial pour enfants. Aides financières étendues
→ *CF propose de rejeter la motion*
(14.08.2019)

[19.3871](#) Postulat Adrian Wüthrich PS/BE: Conférence nationale sur l'encouragement précoce des enfants
→ *CF propose de rejeter la motion*
(04.09.2019)
→ *Repris par M. Reynard*
(28.11.2019)

[19.3446](#) Motion Groupe BD: Etendre l'allocation de maternité à la conjointe ou à la partenaire enregistrée d'un exploitant agricole

- *CF propose de rejeter la motion*
(03.07.2019)
→ *CN: Adoption (10.03.2021)*
- [19.3373](#) Motion Margret Kiener Nellen PS/BE:
Allocations pour perte de gain. Mettre
le service militaire et la maternité sur
un pied d'égalité
→ *CF propose de rejeter la motion*
(29.05.2019)
→ *Reprise par Priska Seiler Graf*
(28.11.2019)
- [19.3176](#) Motion Nadine Masshardt PS/BE: Pas
de licenciement au cours de la
période d'essai durant la grossesse et
après l'accouchement
→ *CF propose de rejeter la motion*
(15.05.2019)
- [19.3175](#) Motion Nadine Masshardt PS/BE:
Licenciements abusifs ou injustifiés.
Améliorer la protection des mères
→ *CF propose de rejeter la motion*
(15.05.2019)
- [17.412](#) Initiative Parlementaire Matthias
Aebischer PS/BE: Egalité des
chances dès la naissance
→ *CSEC-N: donné suite (12.01.2018)*
→ *CSEC-E: Adhésion (14.05.2018)*
→ *CSEC-N: Procédure de
consultation (21.08.2019)*
→ *CSEC-N: Adoption (14.02.2020)*
→ *CN: Adoption de l'acte
législatif (18.06.2020)*
→ *CE: ne pas entrer en matière*
(09.09.2020)
→ *CSEC-N: Traitement suspendu
jusqu'à la fin de l'année (19.02.2021)*
- [17.2008](#) Pétition Rutz Hans Rudolf.
Bonification AVS pour l'accueil
extrafamilial des enfants de parents
divorcés. Modification de loi
→ *CE: ne pas donné suite*
(15.12.2017)
- [15.434](#) Initiative Parlementaire (Kessler)
Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le
congé de maternité au père en cas de
décès de la mère
→ *Reprise par Thomas Weibel*
(03.12.2015)
→ *CSSS-N: Adhésion (22.06.2016)*
→ *CSSS-E: Adhésion (30.08.2016)*
→ *délai prorogé jusqu'à la session
d'automne 2020 (28.09.2018)*
→ *délai prorogé jusqu'à la session de
printemps 2023 (19.03.2021)*